



# **DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2016**

-----  
**Réunion du comité syndical du 15 décembre 2015**  
-----

**ANNEXE DELIBERATION DB20-2015**

## Sommaire

Liste des tableaux.....	3
Liste des figures .....	3
PREAMBULE .....	4
1- RAPPEL DES ELEMENTS CLES DU SYNDICAT MIXTE .....	5
1.1- Quelques caractéristiques .....	5
1.2- Son périmètre d'intervention .....	5
1.3- Son objet et ses missions .....	6
1.4- La structure porteuse du SAGE de la baie de Douarnenez.....	6
2- RETROSPECTIVE DE L'ANNEE 2015 POUR LE SAGE.....	7
2.1- Modification de la composition de la CLE fixée le 6 janvier 2012.....	7
2.2- Les réunions de la CLE en 2015.....	8
2.3- Etat d'avancement de l'élaboration du SAGE.....	10
3- RETROSPECTIVE DE L'ANNEE 2015 POUR L'EPAB .....	11
3.1- Eléments administratifs généraux.....	11
3.2- Les actions réalisées par l'EPAB sur 2015.....	12
3.3- Eléments budgétaires et financiers 2015 .....	21
4- PERSPECTIVES FINANCIERES ET ECONOMIQUES GENERALES POUR 2016 .....	31
4.1- La situation au niveau des partenaires financiers .....	31
4.2- La situation au niveau des structures membres de l'EPAB.....	33
5- ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE L'EPAB POUR 2016 .....	34
5.1- Le SAGE de la baie de Douarnenez .....	34
5.2- La charte de territoire .....	35
5.3- Les actions particulières liées à l'eau : volet phytosanitaires, volet milieux aquatiques cours d'eau et zones humides (hors charte).....	39
5.4- Prévisionnel des dépenses de la programmation 2016 .....	40



## Liste des tableaux

Tableau 1 : les arrêtés préfectoraux de composition de la CLE du SAGE de la baie de Douarnenez...	8
Tableau 2 : Liste des réunions de CLE organisées en 2015 .....	9
Tableau 3 : Répartition des élus dans les 3 commissions thématiques.....	11
Tableau 4 : Etat récapitulatif des réunions de l'EPAB en 2015 .....	12
Tableau 5 : Participation des membres aux réunions du comité syndical de l'EPAB en 2015 .....	12
Tableau 6 : statistiques de fréquentation du site web du SAGE, de 2011-2014.....	13
Tableau 7 : Décomposition du marché de prestations intellectuelles avec SCE .....	13
Tableau 8 : Résultats sur les concentrations en nitrates (charte de territoire – EPAB 2015) .....	18
Tableau 9 : Flux total d'azote reconstitué (TN/an) rejeté par les 21 cours d'eau suivis en baie de Douarnenez depuis 1998 (reconstitution basée sur les contributions relatives) (Source : EPAB, oct. 2015) .....	18
Tableau 10 : Etat des comptes administratifs lors des votes annuels .....	21
Tableau 11 : Décomposition des comptes administratifs 2012, 2013 et 2014, par section .....	22
Tableau 12 : le budget primitif 2015 et la situation actuelle.....	23
Tableau 13 : Historique des budgets primitifs et de leur évolution .....	23
Tableau 14 : Etat des frais engagés pour la ligne de trésorerie 2015 en euros .....	24
Tableau 15 : Etat de la balance générale au 14.12.2015 .....	25
Tableau 16 : Etat d'engagement des dépenses par nature de programme, par rapport au prévisionnel BP2015.....	26
Tableau 17 : Etat d'engagement des recettes par nature de programme, par rapport au prévisionnel BP2015.....	26
Tableau 18 : Acomptes 2015 en euros des partenaires financiers sur les différents programmes (au 14.12.2015) .....	27
Tableau 19 : Montants des cotisations SAGE 2015 versées à l'EPAB par ses membres.....	28
Tableau 20 : Montants des cotisations CHARTE 2015 versées à l'EPAB par ses membres .....	28
Tableau 21 : Montants des cotisations AUTRES ACTIONS 2015 versées à l'EPAB par ses membres .....	28
Tableau 22 : programmation prévisionnelle SAGE 2016.....	35
Tableau 23 : programmation prévisionnelle VOLET AGRICOLE - CHARTE 2016.....	36
Tableau 24 : programmation prévisionnelle VOLET MILIEUX NATURELS - CHARTE 2016 .....	38
Tableau 26 : programmation prévisionnelle VOLET TRANSVERSAL – CHARTE 2016 .....	38
Tableau 27 : programmation prévisionnelle ACTIONS PARTICULIERES 2016 .....	39
Tableau 28 : prévisionnel de la programmation 2016, tous programmes confondus .....	40

## Liste des figures

Figure 1 : Périmètre d'intervention de l'EPAB .....	5
Figure 2 : Les différentes étapes de l'élaboration du SAGE de la baie de Douarnenez .....	10
Figure 3 : périmètres d'actions de la charte et du SAGE.....	14

## **PREAMBULE**

Conformément au code général des collectivités territoriales, il est prévu la tenue d'un débat au sein du comité syndical sur les orientations générales du budget 2016 dans un délai de deux mois précédent l'examen de celui-ci.

Ce DOB vise à éclairer la préparation du budget primitif, qui sera soumis à l'examen et au vote du comité syndical en 2016.

Il est rappelé que le DOB ne revêt pas un caractère décisionnel et ne donne pas lieu à un vote. Il est néanmoins matérialisé par une délibération.





### 1.3- Son objet et ses missions

L'article 3 des statuts de l'EPAB décrit l'objet et les missions de l'EPAB :

« Le syndicat a pour objet :

- *de faciliter la gestion équilibrée de la ressource en eau, la prévention des inondations, ainsi que la préservation et la gestion des zones humides, conformément à l'article L213-12 du code de l'environnement, incluant la problématique liée aux algues vertes et celle liée aux milieux aquatiques.*
- *de faciliter et coordonner la recherche de solutions de ramassage et de traitement des algues vertes.*

A cet effet, le syndicat assure :

- *la **maîtrise d'ouvrage de l'élaboration du SAGE de la baie de Douarnenez**, en lien étroit avec la commission locale de l'eau (CLE). A ce titre, le syndicat visera l'émergence d'une identité de bassin, tout en respectant et en coordonnant les spécificités propres à chaque territoire le composant, et en veillant à ce qu'un principe de solidarité amont-aval soit assuré.*
- *la **mise en œuvre, le suivi, l'évaluation et la révision du SAGE**, quelque soit le maître d'ouvrage des actions inscrites dans le SAGE, en lien étroit avec la CLE. Il assiste notamment ses membres, selon les modalités définies par le comité syndical, dans la coordination et la mise en œuvre des préconisations du SAGE pour lesquelles ils ont été désignés maîtres d'ouvrage. Il les accompagnera notamment, s'ils le demandent, pour l'exercice de leurs compétences dans le domaine de l'eau.*
- *la **maîtrise d'ouvrage d'études, actions et travaux** décidés par le comité syndical, sur le territoire du SAGE, en complément et en cohérence avec les actions menées par les maîtres d'ouvrage locaux. Le syndicat assurera en particulier la **maîtrise d'ouvrage du contrat territorial de la baie de Douarnenez**. »*

### 1.4- La structure porteuse du SAGE de la baie de Douarnenez

La commission locale de l'eau, CLE, est une commission administrative sans personnalité juridique propre. Son rôle consiste en :

- Organiser et gérer l'ensemble de la procédure d'élaboration, de consultation et de mise en œuvre du SAGE
- Etre le lieu de concertation, de débat, de mobilisation et de prise de décision du SAGE

La CLE définit des axes de travail qui permettront de fixer les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eau dans le SAGE. La commission organise ainsi la mise en œuvre du SAGE avec une volonté majeure : réussir la concertation interne et externe, anticiper et arbitrer les conflits d'usage, ...



Juridiquement, une commission locale de l'eau (CLE) ne peut pas assurer le rôle de maîtrise d'ouvrage d'études, d'animation, ou de travaux. Elle n'a pas de budget et ne peut employer du personnel. Elle doit donc s'appuyer sur une structure porteuse (article L212-4 LEMA).

Ainsi, lors de sa séance d'installation du 1<sup>er</sup> mars 2012, la CLE a désigné l'EPAB comme sa structure porteuse.

## 2- RETROSPECTIVE DE L'ANNEE 2015 POUR LE SAGE

### 2.1- Modification de la composition de la CLE fixée le 6 janvier 2012

Une CLE est décomposée en 3 collèges :

- **Collège des représentants des collectivités territoriales, de leurs groupements et des établissements publics locaux** : au moins 50 % de ses membres
- **Collège des usagers, des propriétaires fonciers, des organisations professionnelles et des associations concernées** : au moins 25 % de ses membres
- **Collège des représentants de l'Etat et de ses établissements publics** : au plus 25 % de ses membres

L'arrêté préfectoral portant désignation des membres de la CLE du SAGE de la baie de Douarnenez date du **6 janvier 2012**. Les différentes décisions modificatives de composition sont rappelées dans le tableau suivant.

N° de l'arrêté préfectoral	Personnes concernées	Collège concerné
N°2012-347 du 19 mars 2012	Nicolas DAYOT, président du syndicat départemental de l'hôtellerie de plein air, membre du comité directeur de l'agence de développement touristique Finistère tourisme	Collège des usagers, des propriétaires fonciers, des organisations professionnelles et des associations
N°2013024-0001 du 24 janvier 2013	Jacques GOUEROU, représentant le conseil général du Finistère, remplace Erwan LE FLOCH	Collège des collectivités territoriales, de leurs groupements et des établissements publics locaux
N°2014304-0001 du 31 octobre 2014	13 nouveaux élus représentant des maires du Finistère et des communautés de communes	Collège des collectivités territoriales, de leurs groupements et des établissements publics locaux
	1 nouvelle association de consommateur : Mme Annaig BAILLARD, de l'association Capbio, qui remplace le CLCV	Collège des usagers, des propriétaires fonciers, des organisations professionnelles et des associations



N° de l'arrêté préfectoral	Personnes concernées	Collège concerné
N°2015132-0008 du 12 mai 2015	Georges LOSTANLEN, conseiller départemental du canton de Plouigneau et Jean-Marc TANGUY, conseiller départemental du canton de Quimper 2 (ils remplacent Nicole ZIEGLER et Jacques GOUEROU)	Collège des collectivités territoriales, de leurs groupements et des établissements publics locaux
N°2015188-0002 du 7 juillet 2015	Joseph FLOC'HLAY représentant le syndicat départemental de la propriété privée rural du Finistère remplace Marie-Andrée HASCOET	Collège des usagers, des propriétaires fonciers, des organisations professionnelles et des associations
N°2015285-0002 du 12 octobre 2015	Elisabeth HASCOET, représentant l'association CAPBIO, remplace Annaig BAILLARD,	Collège des usagers, des propriétaires fonciers, des organisations professionnelles et des associations

Tableau 1 : les arrêtés préfectoraux de composition de la CLE du SAGE de la baie de Douarnenez

La durée des mandats des membres de la CLE est de 6 ans (article 5 des règles de fonctionnement).  
Le mandat des membres autres que les représentants de l'Etat expire le 6 janvier 2018.

## 2.2- Les réunions de la CLE en 2015

Six réunions de la CLE se sont tenues en 2015.

Date de la réunion	Nature réunion	Ordre du jour
13/01/2015	CLE	1- Adoption du procès-verbal de la séance du 6 novembre 2014 2- Présentation du <b>scénario tendanciel</b> par le bureau d'études SCE, pour validation de la CLE 3- Information sur les consultations en cours des projets de : - SDAGE Loire-Bretagne 2016-2020 et son programme de mesures - plan de gestion des risques d'inondation du bassin Loire-Bretagne 4- Présentation pour avis du programme d'actions prévisionnelles du contrat territorial sur 2015 5- Information sur l'évaluation de l'année 2 de la charte de territoire 6- Information sur les autorisations préfectorales liées à l'eau 7- Questions et informations diverses
12/03/2015	CLE élargie	1- Présentation des éléments clés du projet de SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021 et du programme de mesures, par l'Agence de l'eau Loire-Bretagne (Pierre Prod'homme) 2- Discussion sur le projet de SDAGE 3- Présentation du PGRI par la DREAL (Thibault Coll) 4- Discussion sur le projet de PGRI 5- Présentation du programme de mesures du plan d'action pour le milieu marin par la DREAL 16h40 6- Discussion sur la consultation PAMM
07/04/2015	CLE	1- Adoption du procès-verbal de la séance du 13 janvier 2015



		2- Discussion et validation d'un avis par la CLE sur les projets de : * Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Loire-Bretagne 2016-2021 * Plan de gestion des risques d'inondations sur le bassin Loire-Bretagne 2016-2021 * Programme de mesures du plan d'actions pour le milieu marin pour un bon état en 2020 3- Présentation des <b>scénarios alternatifs</b> par le bureau d'études SCE et proposition de leurs validations par la CLE 4- Calendrier prévisionnel 2015 5- Information sur les autorisations préfectorales liées à l'eau 6- Questions et informations diverses
<b>19/05/2015</b>	<b>CLE</b>	1- Adoption du procès-verbal de la séance du 7 avril 2015 2- Finalisation de la présentation des <b>scénarios alternatifs</b> suite à la CLE du 7 avril 2015, par le bureau d'études SCE et proposition de leur validation par la CLE 3- Présentation de la GEMAPI : impacts pour le territoire 4- Retours de la journée sur l'eau, organisée par l'EPAB le 13 mai 2015 5- Perspectives des programmes opérationnels post-2015 6- Questions et informations diverses
<b>07/07/2015</b>	<b>CLE</b>	1- Election partielle des membres du bureau au sein du collège des collectivités territoriales, de leurs groupements et des établissements publics locaux 2- Adoption du procès-verbal de la séance du 19 mai 2015 3- Validation du rapport d'activités SAGE 2014 4- Définition de la <b>stratégie</b> du SAGE : choix de scénarios par enjeu en vue de la formalisation d'un premier projet de stratégie, animé par le bureau d'études SCE 5- Information sur les autorisations préfectorales délivrées par le Préfet du Finistère
<b>13/10/2015</b>	<b>CLE</b>	1- Adoption du procès-verbal de la séance du 7 juillet 2015 2- Présentation du projet de <b>stratégie</b> du SAGE et validation de la stratégie (animée par le bureau d'études SCE) 3- Premiers éléments d'évaluation de la charte de territoire 2012-2015 4- Adhésion au CRESEB : renouvellement suite à la modification de la convention 5- Information sur les autorisations préfectorales délivrées par le Préfet du Finistère 6- Questions et informations diverses

**Tableau 2 : Liste des réunions de CLE organisées en 2015**

Dans le cadre de l'élaboration du SAGE, deux réunions de travail multi-acteurs ont été organisées :

- sur les scénarios alternatifs : le 24 février 2015, pour présenter les points importants du diagnostic et des enjeux identifiés pour le SAGE, pour travailler en ateliers participatifs. Réunion en ateliers, organisés en 3 thèmes : gestion qualitative des ressources en eau, milieux aquatiques et zones humides, interface terre-mer. Cette réunion était ouverte aux membres de la CLE, ainsi qu'à tous les acteurs du territoire concernés par les sujets traités par le SAGE. Cette journée a réuni 36 personnes.
- Sur le projet de stratégie : le 10 septembre 2015, pour échanger sur les points clés constituant le projet de stratégie, par enjeu. Cette journée a réuni 44 participants.

## 2.3- Etat d'avancement de l'élaboration du SAGE

L'année 2013 avait permis de lancer la phase d'élaboration du SAGE, avec la réalisation de l'état des lieux. La réalisation des phases suivantes, le diagnostic, le scénario tendanciel, les scénarios alternatifs ainsi que la définition de la stratégie a été confiée au bureau d'études SCE, dès la fin novembre 2013.

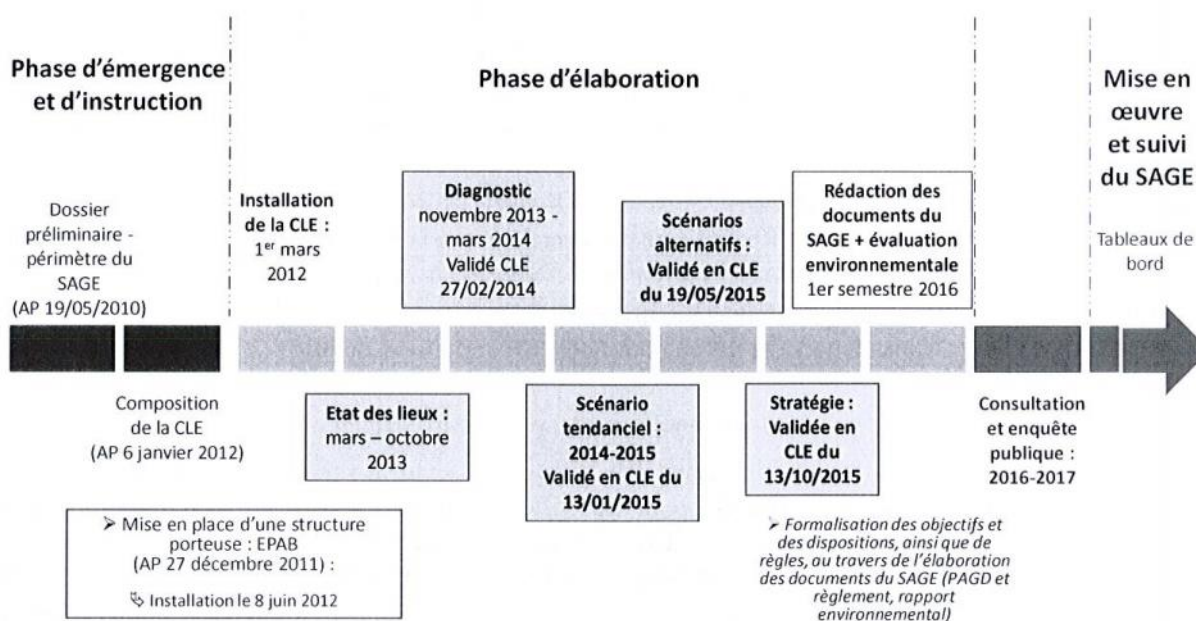
En 2014, seul le diagnostic du SAGE a pu être validé par la commission locale de l'eau, lors de sa réunion du 27 février 2014.

En 2015, le scénario tendanciel a été validé par la CLE le 13 janvier. Les scénarios alternatifs ont validé le 19 mai.

La stratégie du SAGE a été validée à l'unanimité lors de la CLE du 13 octobre 2015.



### LE SAGE DE LA BAIE DE DOUARNENEZ : Les étapes d'élaboration du sage



AP : arrêté préfectoral CLE : commission locale de l'eau PAGD : plan d'aménagement et de gestion durable

Figure 2 : Les différentes étapes de l'élaboration du SAGE de la baie de Douarnenez

Un nouveau marché public sera lancé en janvier 2016 pour engager la rédaction des documents du SAGE (PAGD, règlement, évaluation environnementale), puis la phase de consultation des instances, dont le comité de bassin Loire-Bretagne. L'approbation du SAGE de la baie de Douarnenez devrait avoir lieu d'ici fin 2017.



### 3- RETROSPECTIVE DE L'ANNEE 2015 POUR L'EPAB

#### 3.1- Eléments administratifs généraux

##### 3.1.1- L'évolution du bureau suite aux élections départementales

Suite aux élections départementales de mars 2015 et au vote du comité syndical du 23 octobre 2015, Mme Jocelyne POITEVIN (Conseil départemental du Finistère) a été élue déléguée membre du bureau de l'EPAB.

##### 3.1.2- La composition des 3 commissions thématiques de l'EPAB

Lors du vote de la délibération DB15-2014 du comité syndical du 31 octobre 2014, les membres du comité syndical ont créés 3 commissions thématiques. Chaque délégué a pu s'inscrire dans au moins une des commissions

<i>Nom des délégués</i>	<b>Commission« Milieux naturels »</b>	<b>Commission « Pratiques agricoles et pratiques sur les espaces publics et privés »</b>	<b>Commission « Administration /SAGE »</b>
M. Jean-Marc TANGUY			x
Mme Jocelyne POITEVIN		x	
<i>M. Georges LOSTANLEN</i>			
M. Alain LE QUELLEC	x	x	
M. Didier PLANTE	x	x	
M. Paul DIVANAC'H	x		x
M. Henri CARADEC	Président	Président	Président
Mme Marie-Thérèse HERNANDEZ	x	x	
M. Jean KERIVEL		x	
M. Bernard IDOT			Vice-président
M. Thierry BETRANCOURT			x
<i>M. Dominique LE PENNEC</i>			
M. Henri LE PAPE	x		
Mme Christine LELIEVRE			x
M. Joël BLAIZE	Vice-président		
M. Jean-Yves STANQUIC	x	x	
M. Michel BALANNEC	x		
M. Jean-Pierre LE BRAS		x	

**Tableau 3 : Répartition des élus dans les 3 commissions thématiques**

Ces commissions se sont réunies en 2015, comme suit :

**Commission« Milieux naturels »** : 11 mai et 24 juin 2015

**Commission « Pratiques agricoles et pratiques sur les espaces publics et privés »** : 27 mai 2015

**Commission « Administration /SAGE »** : 7 octobre 2015

##### 3.1.3- Le rythme des réunions en 2015

**Le bureau du comité syndical s'est réuni 4 fois en 2015, pour préparer les 4 réunions du comité syndical**, comme précisé dans le tableau suivant.

Réunions 2015	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
Bureau	23/01			03/04		
Comité syndical		16/02		16/04		

Réunions 2015	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Bureau				09/10		04/12
Comité syndical				23/10		15/12

Tableau 4 : Etat récapitulatif des réunions de l'EPAB en 2015

Le comité syndical réunit **18 membres en exercice**. Lors des réunions, le quorum a été atteint, excepté pour la réunion du comité syndical du 16 avril 2015.

Date du comité syndical	Nombre de membres du comité syndical				
	présents	excusés	absents	pouvoirs	votants
16/02/2015	9	7	2	5	14
16/04/2015	7	4	7	2	9
23/10/2015	11	2	5	0	11

Tableau 5 : Participation des membres aux réunions du comité syndical de l'EPAB en 2015

Monsieur Jean-François Kerbrat, trésorier de Douarnenez, a participé régulièrement à ces réunions pour accompagner les élus dans leurs décisions.

### 3.1.3- L'équipe administrative et technique

L'équipe administrative et technique de l'EPAB est composée de 7 personnes depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2014. 2015 a connu des mouvements de personnel.

La technicienne bocage a pris ses fonctions le 19 janvier 2015, suite au départ de son prédécesseur au 31 décembre 2014.

Le coordinateur du pôle prévention des pollutions diffuses et ponctuelles, agricoles et non agricoles, est passé à temps partiel (50%) à partir du 1<sup>er</sup> mars 2015. De ce fait, un CDD de 6 mois en temps plein a été mis en place du 18 mai au 17 novembre 2015 pour compléter le poste.

## 3.2- Les actions réalisées par l'EPAB sur 2015

### 3.2.1- Un cadre général : le contrat territorial des bassins versants du territoire du SAGE de la baie de Douarnenez

Le contrat territorial des bassins versants du territoire du SAGE de la baie de Douarnenez porte sur la période du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 31 décembre 2015.

Ce contrat traduit l'accord intervenu entre les différents signataires concernant :

- l'élaboration du SAGE de la baie de Douarnenez,
- les opérations de reconquête de la qualité de la ressource en eau et des milieux aquatiques engagées sur les bassins versants inclus dans le périmètre du SAGE de la baie de Douarnenez, dont la charte de territoire (déclinaison du plan gouvernemental de lutte contre les algues vertes), le volet d'actions sur les phytosanitaires et le volet milieux aquatiques cours d'eau (hors charte).



### 3.2.2- Le SAGE

#### 3.2.2.1- Animation

L'animation du SAGE inclut le poste de la coordinatrice du SAGE à temps plein, et 50% du temps plein de la secrétaire-comptable, ainsi que les frais de fonctionnement et de structure de l'EPAB.

#### 3.2.2.2- Communication

Le site web est l'outil de communication privilégié actuellement. Il est actualisé régulièrement par chaque agent de l'EPAB.

Les statistiques d'audience, au 30.10.2015, du site web sont les suivantes :

Nombre de :	2011	2012	2013	2014	2015
Visites	5114	9368	18556	41076	59500
Pages vues	9968	27075	144582		

Tableau 6 : statistiques de fréquentation du site web du SAGE, de 2011-2014

Seule la communication agricole fait l'objet de publications papier transmises à l'ensemble des agriculteurs du périmètre de la charte de territoire.

**L'élaboration du plan de communication de l'EPAB n'a pas été réalisée en 2015. Cette action est reportée sur 2016.**

#### 3.2.2.3- Etudes

Suite à l'état des lieux réalisé en 2013, l'EPAB a lancé une consultation en octobre 2013 pour confier à un prestataire la réalisation du diagnostic, du scénario tendanciel, des scénarios alternatifs et de la définition de la stratégie.

Le bureau d'études SCE Nantes - 5, avenue Augustin-Louis CAUCHY BP 10703 - 44307 Nantes Cedex 3, a été retenu. Le marché, signé le 20 décembre 2013, était décomposé en 3 tranches :

	Montant du marché TTC	Délai de réalisation prévisionnel
<b>Tranche ferme :</b> Diagnostic global et tendances d'évolution du territoire	47 093,70	4 mois (novembre 2013 – février 2014)
<b>Tranche conditionnelle n°1 :</b> Elaboration des scénarios alternatifs	35 664,72	4 mois (juin 2014 - septembre 2014)
<b>Tranche conditionnelle n°2 :</b> Elaboration de la stratégie	27 531,92	4 mois (octobre 2014 - janvier 2015)
<b>TOTAL</b>	<b>110 290,34</b>	<b>12 mois</b>

Tableau 7 : Décomposition du marché de prestations intellectuelles avec SCE

Le montant du marché est de 110 290,34 euros TTC (base ancienne TVA 19.6%). Des avenants ont été mis en place, du fait du retard pris dans la réalisation des tranches, lié notamment à la période électorale et au renouvellement d'une partie des membres de la CLE en 2014. La mission s'achève donc en décembre 2015.

Pour mémoire, l'ensemble de l'élaboration du SAGE, de l'état des lieux à la stratégie est évaluée à 145 000 euros TTC.



- ▣ La validation du scénario tendanciel du SAGE en CLE du 13 janvier 2015
- ▣ La validation des scénarios alternatifs du SAGE en CLE du 19 mai 2015
- ▣ La validation de la stratégie du SAGE à l'unanimité lors de la CLE du 13 octobre 2015.

#### 3.2.2.4- Actions particulières liées au SAGE

Sans objet

### 3.2.3- La charte de territoire 2012-2015

L'EPAB a pour mission de mener à bien la mise en œuvre annuelle des actions prévues dans la charte, sur la problématique des marées vertes, en tant que maître d'ouvrage de la charte de territoire.

Le programme d'actions est décomposé en 4 volets :

- Un volet agricole,
- Un volet milieux naturels,
- Un volet espaces publics et privés non agricoles,
- Un volet transversal.

#### 3.2.3.1- Le périmètre d'actions de la charte de territoire

Pour mémoire, le périmètre d'actions de la charte de territoire est présenté sur la figure suivante. Il est inclus dans le périmètre d'intervention de l'EPAB.

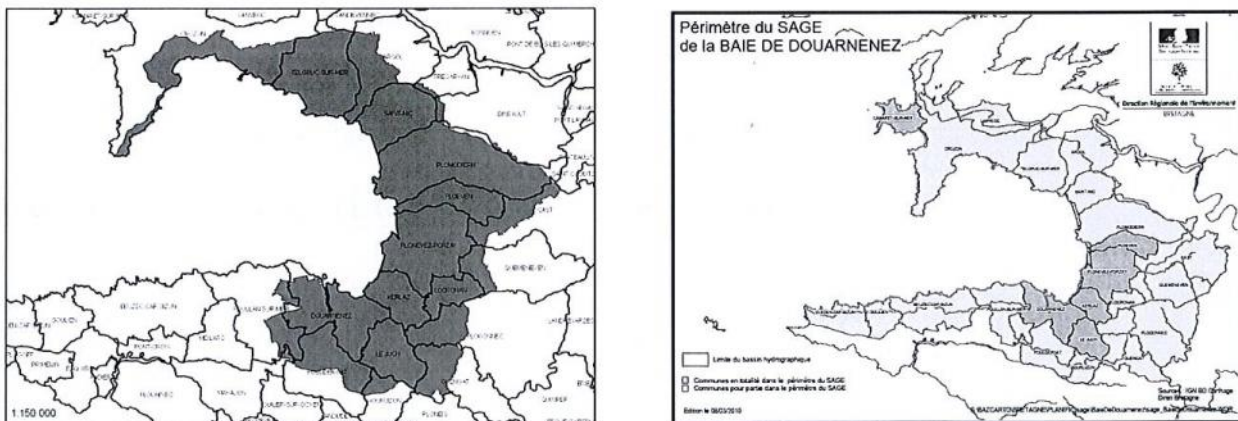


Figure 3 : périmètres d'actions de la charte et du SAGE

#### 3.2.3.1- Le suivi et l'évaluation de la charte de territoire

L'EPAB a obligation de reporter l'état d'avancement de la charte de territoire auprès de la CLE, de la Préfecture de Région, ainsi que des partenaires financiers.

### BILAN 1 - ANNEES 2012-2013

Le comité de pilotage régional du plan de lutte contre les algues vertes a examiné le 15 janvier 2014 le bilan n°1 (2012-2013). Le comité a transmis son appréciation par courrier daté du 7 mai 2014 :

- « *il est impératif de viser l'atteinte de l'objectif en termes d'adhésion des agriculteurs, c'est-à-dire 90 % des agriculteurs bénéficiant d'un diagnostic et 66 % s'engageant dans des changements de pratiques, à l'issue de la deuxième année, pour les surfaces indiquées dans la charte de territoire, soit 7000 ha.* »

- « *au vu de la sous-réalisation du volet méthanisation, le comité de pilotage décide d'activer la clause prévue [...]. Les objectifs de réduction des fuites d'azote relatifs aux volets « changements de pratiques » (axes 1 et 2 du projet) sont donc revus à la hausse. Les changements de pratiques et de systèmes devront donc permettre un total de 114 tonnes de réduction des fuites d'azote, à échéance de la charte fin 2015, au lieu des 95 tonnes initialement prévues.* »

## **BILAN 2 - ANNEES 2013-2014**

Le deuxième bilan a été transmis au comité de pilotage régional pour le 17 novembre 2014. Ce document est disponible auprès de l'EPAB. Une audition a été organisée le 4 décembre 2014, à Quimper, avec le Président de la CLE et du Président de l'EPAB. Le comité a transmis un courrier daté du 5 février 2015, indiquant :

- *Un accord de délai supplémentaire de 6 mois pour la mobilisation des agriculteurs (réalisation des diagnostics individuels et de signature de contrats d'engagement individuel)*
- *Un report de l'évaluation à 2 ans de la charte à une séance du COPIL régional programmée mi-juin 2015*
- *Une attente d'avancement sur le volet zone humide*
- *Un intérêt pour la proposition d'organisation d'une journée de partage, d'information et d'expertise sur l'eau*

## **BILAN 3 - ANNEES 2014-2015**

Un bilan complémentaire (EPAB + CA29) a été transmis le 8 juin 2015 à la Préfecture de Région et aux partenaires. Ces documents n'ont été étudiés par le COPIL régional que le 19 novembre 2015. Pour l'instant, il n'y a pas eu de retours sur ces documents.

Un courrier de l'EPAB précisant les modalités de comptage des gains d'azote des projets de changements de pratiques des agriculteurs et la liste des indicateurs retenus pour les bilans finaux a été transmis le 31 août 2015 à la Préfecture de Région.

Concernant les engagements liés à la convention-cadre, les résultats au 30 juin 2015 sont les suivants :

- 78% des exploitants du territoire contactés
- 277 diagnostics projets réalisés, soit 71% des exploitations (*objectif charte à 90%*)
- 147 exploitations qui ont signé un CEI, soit 38%, sur 7000 ha de SAU (25%) (*objectif charte à 66%*)

Les gains d'azote liés aux améliorations de pratiques dans les projets sont estimés à 169 tonnes, qui restent à confirmer lors des bilans individuels en cours de réalisation. Les principales mesures retenues par les exploitants sont :

- optimisation des pratiques de fertilisation : 33%
- diminution des effectifs animaux : 30%
- développement de l'herbe : 19 %



### 3.2.3.2- Le volet agricole 2015

Le volet agricole 2015 s'est décomposé en 5 types d'actions :

- **Animation agricole** : poste du coordinateur du pôle pollutions diffuses (60% de son temps plein), avec les frais de fonctionnement associés. Ce temps d'animation inclut le suivi de la convention-cadre, sous maîtrise d'ouvrage de la Chambre d'agriculture du Finistère.
- **Animation du PAEC**
- **Actions collectives agricoles** : analyses RSH (34), essai N tester pour le pilotage de la fertilisation, 2 formations à la réalisation du plan de fumure prévisionnel, essais lupins sur 75 ha, appui à la réalisation des dossiers de demandes de subvention pour du matériel (121c), organisation d'une journée porte-ouverte sur le transfert de techniques du bio au conventionnel, avec une table ronde avec les acteurs économiques de la filière lait bio ...
- **Communication agricole** : un bulletin d'information agricole transmis à l'ensemble des agriculteurs et des prescripteurs du territoire
- **Animation sur la valorisation des produits biologiques et circuits-courts (suite étude 2014)** : pas de financements accordés par les partenaires pour le 0.5 ETP demandé.

### 3.2.3.3- Le volet milieux naturels 2015

Le volet milieux naturels 2015 s'est décomposé en 2 grands types d'actions :

- **Volet milieux aquatiques zones humides et cours d'eau** :
  - o **Coordination** : poste temps plein du coordinateur du pôle milieux naturels, frais de fonctionnement associés
  - o **Animation** : un ½ ETP technicien et frais de fonctionnement
  - o **Communication** : article inséré dans le bulletin d'information agricole
  - o **Travaux zones humides** : les propositions d'actions de restauration, la concertation avec les riverains et l'élaboration des avants-projets se sont poursuivis en 2015. Chaque projet a été soumis à un avis de la DDTM29 et de l'ONEMA. Le marché public de travaux a été lancé par l'EPAB en septembre 2015. 8 hectares de zones humides ont été restaurés en 2015 et 2 autres hectares ont débuté, avec une finalisation au printemps 2016.
  - o **Travaux cours d'eau - ripisylves** : 2 kms de projets ont été définis, pour des travaux à réaliser en 2016.
- **Breizh Bocage** :
  - o **La finalisation du volet 3-1 (travaux)** sur le 1<sup>er</sup> trimestre.
  - o **L'établissement des bilans du programme Breizh bocage n°1** (25.5 kms de bocage créés entre 2013-2015)
  - o **L'élaboration de la stratégie bocagère 2016-2020** (programme Breizh bocage n°2)
  - o **La réalisation des entretiens des haies et talus créées**
  - o **Le lancement de nouveaux projets bocagers pour 5 kms**, à finaliser sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2016

### 3.2.3.4- Le volet espaces publics et privés non agricoles 2015

#### GESTION DIFFERENCIEE DES ESPACES NON AGRICOLES

Suite à la réalisation des plans de fumure au sein des communes à partir de juillet 2014, associée à celle des plans de désherbage, un **réseau inter-collectivités** s'est mis en place, animé par l'EPAB.



Deux réunions sont proposées par an, avec des sorties sur le terrain. Un bilan et expertise des pratiques a également été réalisé pour chaque commune, avec des analyses de sol des terrains de foot.

#### **ASSAINISSEMENT**

Un bilan de l'avancement des opérations de réhabilitation de l'assainissement a été établi, sur la base des éléments transmis par chaque structure compétente (commune, EPCI).

#### *3.2.3.5- Le volet transversal 2015*

Ce volet transversal comprend 4 axes :

- **Animation générale :**
  - o 30 % de l'ETP du coordinateur pôle pollutions diffuses
  - o 50 % de l'ETP de la secrétaire-comptable
  - o Frais de fonctionnement associés
- **Suivi de la qualité de l'eau :** 75 % du temps plein du poste de technicien qualité eau. Le suivi concerne l'évolution de la qualité de l'eau des cours d'eau de la baie de Douarnenez, sur les paramètres chimiques nitrates, orthophosphates et phosphore total : prélèvements sur le terrain, analyse, interprétation et synthèse des résultats, mise en forme des données, ... Un suivi des eaux souterraines a également été mis en place (nitrates). Suite à l'installation en octobre 2013 des deux stations de jaugeage, les mesures de débit se sont poursuivies sur les autres cours d'eau de la charte. Frais de fonctionnement du poste et frais d'analyses d'eau, réalisées par le laboratoire LABOCEA.
- **Communication générale :** pas de réalisation « papier ». Actualisation du site web.
- **Foncier :**
  - o **Etude de définition de la stratégie foncière :** Suite au choix du prestataire en décembre 2014, l'étude a débuté en janvier 2015. Les 6 mois d'étude ont été prolongés jusqu'en septembre 2015. Les rapports sont en cours de finalisation. La stratégie foncière sera soumise au comité syndical en début d'année prochaine.
  - o **Animation :** 10 % ETP du coordinateur pôle pollutions diffuses
  - o **Veille foncière et assistance, réserve foncière :** non sollicitée dans l'attente des conclusions de l'étude de stratégie foncière.
  - o **Action de regroupement parcellaire** sous maîtrise d'ouvrage de la chambre d'agriculture

## ZOOM SUR LES RESULTATS DE CONCENTRATIONS EN NITRATES

L'objectif fixé pour 2015 correspond à l'atteinte de 30% de l'effort à fournir sur chaque cours d'eau par rapport à l'objectif de 10 mg/l, cité par le conseil scientifique dans son avis du 18 juin 2010.

Le quantile 90, Q90, est la valeur de concentration à laquelle 90% des mesures effectuées sont inférieures.

Secteur géographique	Bassin versant	Q90 en 2007-08, [NO <sub>3</sub> ], mg/l (sauf Aber 2009-10)	Q90 en 2011-12, [NO <sub>3</sub> ], mg/l	Q90 en 2012-13, [NO <sub>3</sub> ], mg/l	Q90 en 2013-14, [NO <sub>3</sub> ], mg/l	Q90 en 2014-15, [NO <sub>3</sub> ], mg/l	Q90 à atteindre en 2015, [NO <sub>3</sub> ], mg/l	Etat d'avancement par rapport à l'objectif 2015	Evolution entre 2007-08 (sauf Aber 2009-10) et 2014-2015
CROZON	Aber	28	21	23	21	21	22	130%	-25%
PORZAY	Lestrevet	34	33	33	28	26	27	111%	-24%
	Kerharo	36	35	36	30	29	28	90%	-19%
	Lapic	47	44	44	39	38	36	81%	-19%
RIS	Ris	37	36	35	34	31	29	74%	-16%
PORT-RHU	Pénity	24	19	21	19	16	20	190%	-33%
	Stalas	46	46	43	41	39	35	65%	-15%
	Kergaoulédan	43	38	39	37	35	33	81%	-19%

Tableau 8 : Résultats sur les concentrations en nitrates (charte de territoire – EPAB 2015)

En se basant sur les contributions relatives de chaque cours d'eau, et en supposant que ces contributions relatives sont stables depuis 1998, il est possible de reconstituer le flux total des 21 cours d'eau bénéficiant d'un suivi, en utilisant l'historique le plus ancien (cours d'eau du Ris).

	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	03-04	04-05	05-06	06-07	07-08	08-09	09-10	10-11	11-12	12-13	13-14	14-15
Flux total reconstitué (TN/an)	1177	1134	1957	638	1059	633	450	692	1082	645	769	963	617	660	945	1169	741
Flux pondéré - reconstitué baie DZ (TN/an)	1032	1018	1016	914	931	939	866	883	910	840	851	891	839	821	791	726	678

Tableau 9 : Flux total d'azote reconstitué (TN/an) rejeté par les 21 cours d'eau suivis en baie de Douarnenez depuis 1998 (reconstitution basée sur les contributions relatives) (Source : EPAB, oct. 2015)

La comparaison des valeurs entre les années hydrologiques 2009-2010 et 2014-2015 montre une diminution du flux total d'azote pondéré reconstitué de **213 tonnes**.

⇒ L'objectif territorial stratégique de 200 tonnes inscrit dans la charte de territoire est donc atteint (au niveau des exutoires).



### 3.2.4- Les actions du volet phytosanitaires 2015

#### *3.2.4.1- Les actions phytosanitaires non agricoles 2015*

Le volet phytosanitaires est moins développé que les autres, du fait du seul déclassement du Ris sur le paramètre pesticides par la directive cadre sur l'eau. Toutefois, l'usage des phytosanitaires concerne tout le périmètre et tous les acteurs, du jardinier amateur à l'agriculteur, en passant par la collectivité. Le programme d'actions sur 2015 prévoyait des actions à mener auprès de ces différents acteurs :

##### **- Pratiques de désherbage dans les collectivités**

- **animation du réseau inter-collectivités** (2 journées en 2015)
- **charte collective d'entretien des espaces publics** : 11 communes signataires

##### **- Charte « jardiner au naturel, ça coule de source »**

- **animation et suivi de la charte** : une prestation d'animation auprès des magasins adhérents à la démarche est confiée à la maison de l'agriculture biologique.

##### **- Animation et suivi de la qualité de l'eau**

- **suivi de l'évolution de la qualité de l'eau de 6 cours d'eau** de la baie de Douarnenez, sur des molécules phytosanitaires : le suivi est réalisé 10 mois sur 12, après une pluie de 10 mm sur 24 h.
- **communication** : fiches de synthèse annuelles sur le site web
- **animation des actions non agricoles** de ce volet par le technicien suivi qualité : 0.25 ETP temps plein.

#### *3.2.4.1- Les actions phytosanitaires agricoles*

##### **- Animation agricole**

- **formation opti-maïs**
- **animation par le coordinateur pôle prévention pollution diffuses** : -

### 3.2.5- Le volet milieux aquatiques cours d'eau et zones humides (hors charte) 2015

- **Animation** : un ½ ETP technicien.
- **Etudes DIG continuité** : Le Laptic, est le seul cours d'eau du territoire classé en liste 2 au titre du code de l'Environnement. L'année 2015, a été consacrée à :
  - mettre à jour l'inventaire des ouvrages hydrauliques sur ce cours d'eau, rencontrer la DDTM et l'ONEMA pour valider les priorités d'intervention à retenir sur ces ouvrages
  - rencontrer et concerter avec les riverains pour leur présenter la démarche portée par l'EPAB pour aboutir à la restauration de la continuité écologique sur le Laptic.
- **Travaux morphologie** : retrait de l'ensemble des peupliers qui étaient présents en rive droite du Kerharo
- **Travaux bactériologie** : les fermetures de la plage du Ris pour des raisons bactériologiques au cours de l'été 2014. Le technicien a parcouru le cours d'eau du Ris et celui du Stalas pour confirmer la localisation des points d'abreuvements directs des animaux. Suite aux signatures des conventions avec les propriétaires pour la mise en place de systèmes d'abreuvement (un

dispositif financé par l'EPAB pour chaque propriétaire), les travaux ont engagés en 2015 (15aine de dispositifs).

- **Suivi et gestion du marais de Kervigen :**

- gestion courante du site et le suivi de la qualité de l'eau pendant la période de dérivation de l'eau,
- mise en place du suivi trophique en partenariat avec le Forum des Marais Atlantiques,
- établissement du bilan de l'ensemble des actions de connaissances et de gestion menées sur le site pour formuler des orientations de gestions pour les 5 ans à venir (stage en cours de juillet à décembre 2015).



### 3.3- Eléments budgétaires et financiers 2015

#### 3.3.1- Un compte administratif 2014 voté le 16/02/2015

En 2015, le compte administratif 2014 a été voté lors du comité syndical du 16/02/2015. Il s'agit du troisième compte administratif sur une année civile complète, étant donné que 2012 s'était déroulé sur 6 mois.

#### COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION	SITUATION	CA2012	CA2013	CA2014
<b>Fonctionnement</b>	déficit de clôture	5 015,32 €	16 986,81 €	84 307,95 €
	excédent de clôture	-	-	
<b>Investissement</b>	déficit de clôture	13 476,40 €	-	
	excédent de clôture	-	2 651,75 €	12748,91 €

Tableau 10 : Etat des comptes administratifs lors des votes annuels

#### SECTION DE FONCTIONNEMENT

Chapitre	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT EN €	CA 2012	Répartition en %	CA 2013	Répartition en %	CA 2014	Répartition en %
011	Charges à caractère général	28 529,55	32,75	183 376,48	38,01	336 137,74	54,21
012	Charges de personnel et frais assimilés	57 649,74	66,17	258 776,15	53,65	250 063,84	40,33
65	Autres charges de gestion courante	546,13	0,63	16 324,14	3,38	13 594,46	2,19
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>86 725,42</b>	<b>99,54</b>	<b>458 476,77</b>	<b>95,04</b>	<b>599 796,04</b>	<b>96,73</b>
66	Charges financières	398,40	0,46	647,48	0,13	1 147,46	0,19
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>87 123,82</b>	<b>100,00</b>	<b>459 124,25</b>	<b>95,18</b>	<b>600 943,50</b>	<b>96,92</b>
023	Virement à la section d'investissement		0,00		0,00		0,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections		0,00	23 261,17	4,82	19 121,56	3,08
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section		0,00		0,00		0,00
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>			<b>0,00</b>	<b>23 261,17</b>	<b>4,82</b>	<b>19 121,56</b>	<b>3,08</b>
<b>TOTAL</b>		<b>87 123,82</b>	<b>100,00</b>	<b>482 385,42</b>	<b>100,00</b>	<b>620 065,06</b>	<b>100,00</b>
D002	Déficit de fonctionnement n-1 reporté			5 012,32		16 986,81	

Chapitre	RECETTES DE FONCTIONNEMENT EN €	CA 2012	Répartition en %	CA 2013	Répartition en %	CA 2014	Répartition en %
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	20645,37	3,74
74	Dotations, subventions et participations	82 108,50	100,00	469 898,56	99,89	529963,06	95,88
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>82 108,50</b>	<b>100,00</b>	<b>469 898,56</b>	<b>99,89</b>	<b>550 608,43</b>	<b>99,61</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	515,37	0,11	0,00	
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>82 108,50</b>	<b>100,00</b>	<b>470 413,93</b>	<b>100,00</b>	<b>550 608,43</b>	<b>99,61</b>
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	2135,49	0,39
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0	
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>		<b>2135,49</b>	
<b>TOTAL</b>		<b>82 108,50</b>	<b>100,00</b>	<b>470 413,93</b>	<b>100,00</b>	<b>552 743,92</b>	<b>100,00</b>
R002	Excédent de fonctionnement n-1 reporté						



## SECTION D'INVESTISSEMENT

Chapitre	DEPENSES D'INVESTISSEMENT EN €	CA 2012	Répartition en %	CA 2013	Répartition en %	CA 2014	Répartition en %
20	Immobilisations corporelles	1 219,55	0,00	0,00	0,00	2 988,80	0,00
21	Immobilisations incorporelles	13 423,85	0,00	7 133,02	0,00	4 868,60	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>14 643,40</b>	<b>100,00</b>	<b>7 133,02</b>	<b>89,35</b>	<b>7 857,40</b>	<b>70,41</b>
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	1 167,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	850,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>850,00</b>	<b>10,65</b>	<b>1 167,00</b>	<b>10,46</b>
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>		<b>14 643,40</b>	<b>100,00</b>	<b>7 983,02</b>	<b>100,00</b>	<b>9 024,40</b>	<b>80,86</b>
40	Opérations d'ordre entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	2 135,49	19,14
<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 135,49</b>	<b>19,14</b>
<b>TOTAL</b>		<b>14 643,40</b>	<b>100,00</b>	<b>7 983,02</b>	<b>100,00</b>	<b>11 159,89</b>	<b>100,00</b>
D001	Solde d'exécution négatif reporté n-1			13 476,40			

Chapitre	RECETTES D'INVESTISSEMENT EN €	CA 2012	Répartition en %	CA 2013	Répartition en %	CA 2014	Répartition en %
013	Subventions d'investissement	1 167,00	100,00	0,00	0,00	0	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	850,00	3,53	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>1 167,00</b>	<b>100,00</b>	<b>850,00</b>	<b>3,53</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves hors 1068	0,00	0,00	0,00	0,00	2 135,49	10,05
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 135,49</b>	<b>10,05</b>
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>		<b>1 167,00</b>	<b>100,00</b>	<b>850,00</b>	<b>3,53</b>	<b>2 135,49</b>	<b>10,05</b>
21	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00		
40	Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,00	0,00	23 261,17	0,00	19 121,56	89,95
<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>		<b>0,00</b>	<b>0</b>	<b>23 261,17</b>	<b>96,47</b>	<b>19 121,56</b>	<b>89,95</b>
<b>TOTAL</b>		<b>1 167,00</b>	<b>100,00</b>	<b>24 111,17</b>	<b>100,00</b>	<b>21 257,05</b>	<b>100,00</b>
R001	Solde d'exécution positif reporté n-1					2 651,75	

**Tableau 11 : Décomposition des comptes administratifs 2012, 2013 et 2014, par section**

La répartition des dépenses de fonctionnement évolue à la hausse, du fait du nombre d'actions plus développées réalisées en 2014 (54 % des dépenses de gestion courante, contre 38% en 2013).

Les charges de personnel ont diminué en 2014, du fait du congé maternité et des 3 mois de congés parental de la directrice, même si le technicien milieux naturels a pris ses fonctions au 1<sup>er</sup> septembre 2014. Ces charges de personnel sont donc liée pour partie à des facteurs non maîtrisables localement, comme l'augmentation des taux de cotisation sociale, la progression des carrières en lien avec le statut de la fonction publique territoriale, les remplacements d'agents (maladies, maternités, ...).

L'EPAB ne récupérant pas le FCTVA, toutes les études et travaux sont affectés à la section fonctionnement, ce qui explique les faibles montants de cette section investissement en comparaison à l'autre section.

Les recettes de l'EPAB sont liées exclusivement aux participations des membres (cotisations annuelles) et des subventions accordées par les partenaires financiers.



### 3.3.2- Un budget primitif 2015 voté le 16/02/2015

En 2015, le budget primitif 2015 a été voté lors du comité syndical du 16 février 2015. Il s'agit du troisième BP sur une année civile complète.

#### BUDGET PRIMITIF 2015 :

Le budget primitif 2015 voté est le suivant, avec l'état au 14 décembre 2015 :

##### ■ Section de fonctionnement

	Dépenses	Recettes
<b>Montants votés</b>	<b>1 272 528.79</b>	<b>1 272 528.79 €</b>
Montants au 14.12.2015	622 916.47	710 468.73
%	48,98 %	55,83 %

##### ■ Section d'investissement

	Dépenses	Recettes
<b>Montants votés</b>	<b>23 642.49</b>	<b>23 642.49</b>
Montants au 14.12.2015	1 864.49	10 154.93
%	7,89 %	42,95 %

Tableau 12 : le budget primitif 2015 et la situation actuelle

#### HISTORIQUE DES BUDGETS PRIMITIFS

##### ■ Section de fonctionnement

Dépenses			Recettes		
2012	2013	2014	2012	2013	2014
393 930,00 €	1 162 963,17 €	1 412 269.72 €	393 930,00 €	1 162 963,17 €	1 412 269.72 €
-	+ 769 033,17	+ 249 306,55	-	+ 769 033,17	+ 249 306,55

##### ■ Section d'investissement

Dépenses			Recettes		
2012	2013	2014	2012	2013	2014
17 600,00 €	24 883,23 €	23 909.31 €	17 600,00 €	24 883,23 €	23 909.31 €
-	+ 7 283,23	- 973,92	-	+ 7 283,23	- 973,92

Tableau 13 : Historique des budgets primitifs et de leur évolution

Le budget primitif 2015 est inférieur de 139 740,93 euros en fonctionnement par rapport à 2014, et de - 267,12 euros en investissement.

Le report du déficit de clôture 2014 en fonctionnement augmente les dépenses 2015 (+ 84 307,95 €). Ce déficit est lié essentiellement au décalage dans le temps des versements des subventions, une fois les opérations réalisées.

### 3.3.3- Ligne de trésorerie

Dès le démarrage de l'EPAB en 2012, il a été nécessaire de contractualiser avec un organisme bancaire, afin de disposer d'une ligne de trésorerie, dans l'attente des versements des cotisations des membres et des subventions des partenaires financiers.

Une nouvelle ligne de trésorerie a été ouverte en 2015, avec ARKEA, pour un plafond maximum autorisé de 150 000 euros, pour la période du 30 janvier 2015 au 30 janvier 2016.

Le coût de la commission d'engagement est de 450 €. Le taux accordé est basé sur l'index Ti3 M+2,12% de marge.

Les mouvements de fonds opérés et les frais associés pour 2015 sont présentés dans le tableau suivant :

capital en €	du	au	Nbre de jours	valeur index	Intérêts en €
50 000	31/12/2014	08/01/2015	8	2,1534	23,93
80 000	08/01/2015	22/01/2015	14	2,1534	66,99
120 000	22/01/2015	30/01/2015	8	2,1534	57,42
120 000	30/01/2015	31/01/2015	1	2,1834	7,28
120 000	31/01/2015	19/02/2015	19	2,1684	137,33
130 000	19/02/2015	28/02/2015	9	2,1684	70,47
130 000	28/02/2015	09/03/2015	9	2,1472	69,78
150 000	09/03/2015	31/03/2015	22	2,1472	196,83
150 000	31/03/2015	16/04/2015	16	2,1263	141,75
70 000	16/04/2015	30/04/2015	14	2,1263	57,88
70 000	30/04/2015	18/05/2015	18	2,1100	73,85
30 000	18/05/2015	26/05/2015	8	2,1100	14,07
40 000	26/05/2015	29/05/2015	3	2,1100	7,03
30 000	29/05/2015	31/05/2015	2	2,1100	3,52
30 000	31/05/2015	30/06/2015	30	2,1061	52,67
30 000	30/06/2015	31/07/2015	31	2,1015	54,29
30 000	31/07/2015	03/08/2015	3	2,0925	5,23
<b>sous total</b>					<b>1040,32</b>
<b>commission</b>					<b>450,00</b>
<b>Total</b>					<b>1490.32</b>

**Tableau 14 : Etat des frais engagés pour la ligne de trésorerie 2015 en euros**

Le comité syndical a délibéré le 23 octobre 2015 pour lancer une nouvelle consultation auprès des organismes bancaires sur la base d'une ligne de trésorerie de 150 000 euros, sur 12 mois.



### 3.3.4- Etat des dépenses 2015

La balance générale, en dépenses, au 14 décembre 2015, est décomposée comme suit :

Section fonctionnement	BP2015	Réalisé	%
002- Résultat de fonctionnement reporté	84307,95	0	0%
011- Charges à caractère général	796 396,35	293 320,63	37%
012- Charge de personnel et frais assimilés	309 345,66	280 620,91	91%
023- Virement à la section d'investissement	738,65		
65 - Autres charges de gestion courante	14 931,13	14 675,75	98%
66- Charges financières	1 650,00	1 532,53	93%
67- Charges exceptionnelles	56 108,45	23 716,05	42%
68- Dotations aux amortissement et provisions	9 050,60	9 050,60	100%
<b>TOTAL</b>	<b>1 272 528.79</b>	<b>622 916,47</b>	<b>52%</b>

Section investissement	BP2015	Réalisé	%
20- Immobilisations incorporelles	278,00	0,00	0%
21- Immobilisations corporelles	13 364,49	1 864,49	14%
23- Immobilisations en cours	10 000,00	0,00	0%
<b>TOTAL</b>	<b>23 642,49</b>	<b>1 864,49</b>	<b>8%</b>

Tableau 15 : Etat de la balance générale au 14.12.2015

#### □ En section fonctionnement

Dans les charges à caractère général, les dépenses les moins engagées correspondent aux études et prestations, en comptes 617 et 611 :

- **Etudes et travaux sur les zones humides et cours d'eau (ripisylves)** : 9% de l'enveloppe des travaux zones humides (250 000 €) ont été consommés. Les travaux sur les ripisylves ne débiteront qu'en 2016.
- **Etude d'élaboration du SAGE** : les rapports sont en cours de validation, 30 000 euros sont à affecter à l'exercice 2015 (paiement début 2016).
- **Etude plan de communication et communication générale** : L'étude n'a pas eu lieu (- 20 000 euros)
- **Etude sur le foncier** : les rapports sont en cours de validation, 13 500 euros sont à affecter à l'exercice 2015 (paiement début 2016).
- **Travaux Breizh bocage** : les travaux sont en cours et des factures seront payées sur janvier 2016 (à rattacher à l'exercice 2015 si possible).

Il était prévu 30 000 euros sur « animation sur la valorisation économique des produits agricoles », qui n'ont pas été dépensés, du fait du non lancement de l'action, car les partenaires n'ont pas donné d'accords financiers en 2015.

Sur les charges exceptionnelles, les trop-perçus auprès des membres n'ont pas été versés.

□ En section investissement, 20 000 euros avaient été prévus pour de l'acquisition (21 et 23), qui n'ont pas eu lieu en 2015 : à reporter en 2016.

L'état des dépenses réalisées au 14 décembre 2015, par nature de programme, est le suivant :

ACTIONS	BP2015	Réalisé	%
Charte de territoire	307 669	173 875	56%
SAGE	321380	177 981	55%
Breizh bocage	173 236	100 092	58%
Milieux aquatiques cours d'eau	94 450	36 647	39%
Milieux aquatiques zones humides (charte)	339 400	105 944	31%
Phytosanitaires non agricoles	35 893	27 915	78%
Phytosanitaires agricoles	500	462	92%
<b>TOTAL</b>	<b>1 272 528 €</b>	<b>622 916 €</b>	<b>49%</b>

Tableau 16 : Etat d'engagement des dépenses par nature de programme, par rapport au prévisionnel BP2015

### 3.3.5- Les recettes de l'EPAB en 2015

Comme précisé dans l'article 11 des statuts de l'EPAB, le budget du syndicat pourvoit à toutes les dépenses de fonctionnement et d'investissements destinées à la réalisation de ses objectifs et à celles pouvant découler de ses responsabilités ou qui en résulteraient.

Les recettes du syndicat se composent :

- des subventions de l'Union européenne, de l'Etat, de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne, du conseil régional de Bretagne, du conseil général du Finistère,
- des contributions des membres du syndicat.

#### 3.3.5.1- Etat des recettes au 14 décembre 2015

La balance générale, en dépenses, au 14 décembre 2015 est décomposée comme suit :

#### RECETTES

Section fonctionnement	BP2015	Réalisé	%
013- Atténuations de charges	0,00	1 535,63	0%
74- Dotations, subventions et participations	1 269 144,30	708 667,00	56%
758- Autres produits de gestion courante	0,00	266,10	0%
77- Produits exceptionnels	3 384,49	0,00	0%
<b>TOTAL</b>	<b>1 272 528,79</b>	<b>710 468,73</b>	<b>56%</b>

Section investissement	BP2015	Réalisé	%
10222- FCTVA	1 104,33	1 104,33	100%
28- Amortissement des immobilisations	9 050,60	9 050,60	100%
<b>TOTAL</b>	<b>10 154,93</b>	<b>10 154,93</b>	<b>100%</b>

Tableau 17 : Etat d'engagement des recettes par nature de programme, par rapport au prévisionnel BP2015



### 3.3.5.2- Les subventions des partenaires financiers

Lors du comité syndical du 17 décembre 2014, une demande de subventions auprès des partenaires financiers a été autorisée et engagée sur le programme d'actions SAGE, charte et autres actions particulières liées à l'eau (phytosanitaires).

Des acomptes sont versés par les 4 partenaires sur une partie des actions du programme 2015. Ces montants sont indiqués dans le tableau 10.

	<b>AELB</b>	<b>CRBretagne</b>	<b>CD29</b>	<b>ETAT</b>	<b>TOTAL</b>
<b>Charte de territoire (dont Breizh bocage)</b>	47 355,00	29 564,50	24 947,50	4 767,00	<b>106 634,00</b>
<b>SAGE</b>	26 500,00	16 500,00	0	0	<b>43 000,00</b>
<b>Autres actions particulières liées à l'eau</b>	9 700,00	3 713,50	4 825,00	0	<b>18 238,50</b>
<b>TOTAL</b>	<b>83 555,00</b>	<b>49 778,00</b>	<b>29 772,50</b>	<b>4 767,00</b>	<b>167 872,50</b>

Tableau 18 : Acomptes 2015 en euros des partenaires financiers sur les différents programmes (au 14.12.2015)

### 3.3.5.3- Les cotisations des membres de l'EPAB en 2015

#### □ PRINCIPE DES CLES DE REPARTITION DE FINANCEMENT

Les appels à cotisation des membres de l'EPAB sont établis sur la base de clé de répartition de financement.

- **Pour le SAGE**, la clé de répartition de financement est celle définie à l'article 14 des statuts de l'EPAB.
- **Pour toutes les actions hors SAGE**, conformément à l'article 15 des statuts de l'EPAB, une décision spécifique du comité syndical de l'EPAB, opération par opération, doit être prise.

**Ainsi, pour la charte de territoire, le programme Breizh bocage et le volet milieux aquatiques cours d'eau**, des clés de répartition propres à chaque nature d'actions ont été adoptées lors du comité syndical du 3 octobre 2012. Ces clés ont ensuite été adoptées par les collectivités concernées :

- **CCPCP** : 19/12/2012,
- **Douarnenez communauté** : 20/12/2012,
- **CCPC** : 28/02/2013,
- **Quimper Communauté** : pas de délibération, car réponse négative pour l'adhésion à l'EPAB (hors producteur d'eau) et au financement des actions de la charte.
- **Pour le volet phytosanitaires**, les clés de répartition ont été validées lors du comité syndical du 25 novembre 2013. Ces clés ont été adoptées par les collectivités concernées :
  - **Commune de Beuzec-Cap-Sizun** : 6 février 2014,
  - **Douarnenez communauté** : 28 février 2014,
  - **CCPCP** : 5 février 2014,
  - **CCPC** : 19 février 2014.

## ▣ LES MONTANTS DES COTISATIONS DES MEMBRES DE L'EPAB POUR LE SAGE 2015

Les montants des cotisations SAGE 2015 versées par les membres sont précisés dans le tableau 12 :

Membre	TOTAL en fonctionnement €	Date versement
CCPC	9 676,48	10/04/2015
CCPCP	3 961,03	19/03/2015
Douarnenez communauté	8 994,61	10/04/2015
Beuzec Cap Sizun	763,14	10/04/2015
Département du Finistère	8 015,03	07/05/2015
CCPC (producteur eau)	4 225,17	10/04/2015
Saint Nic	493,86	10/04/2015
Plomodiern	780,69	10/04/2015
Quimper communauté	274,70	21/04/2015
Douarnenez	4 255,43	22/05/2015
<b>TOTAL</b>	<b>41440.14</b>	

Tableau 19 : Montants des cotisations SAGE 2015 versées à l'EPAB par ses membres

## ▣ LES MONTANTS DES COTISATIONS DES MEMBRES DE L'EPAB POUR LA CHARTE DE TERRITOIRE 2015

Les montants des cotisations CHARTE 2015 versées par les membres sont :

Membre	TOTAL cotisation inscrite au BP2015, €	Date versement
CCPC	16 393,53	10/04/2015
CCPCP	50 404,89	19/03/2015
Douarnenez communauté	47 561,05	10/04/2015
Beuzec Cap Sizun	15,99	10/04/2015
<b>TOTAL</b>	<b>114 375,46</b>	

Tableau 20 : Montants des cotisations CHARTE 2015 versées à l'EPAB par ses membres

## ▣ LES MONTANTS DES COTISATIONS DES MEMBRES DE L'EPAB POUR LES AUTRES ACTIONS PARTICULIERES LIEES A L'EAU (VOLET PHYTOSANITAIRES, ...) POUR 2015

Les montants des cotisations AUTRES ACTIONS 2015 versées sont :

Membre	TOTAL cotisation inscrite au BP2015, €	Date versement
CCPC	2 696,18	10/04/2015
CCPCP	4 725,43	19/03/2015
Douarnenez communauté	3 842,06	10/04/2015
Beuzec Cap Sizun	13,33	10/04/2015
<b>TOTAL</b>	<b>11277.00</b>	-

Tableau 21 : Montants des cotisations AUTRES ACTIONS 2015 versées à l'EPAB par ses membres



## ▣ LA REGULARISATION DES MONTANTS DES COTISATIONS DES MEMBRES DE L'EPAB SUR LA BASE DU REALISE

Lors de la séance du DOB 2014, il avait été précisé la **régularisation des cotisations 2013 et 2014** auprès des membres, sur 2015, suite à l'établissement du bilan d'activités 2014, du mandatement de l'ensemble des factures liées à des subventions 2014, de la réalisation des demandes de versements et du versement des soldes de subvention 2013 et 2014.

**Pour la régularisation sur les cotisations SAGE 2012**, les montants des trop-perçus devaient être actualisés sur la base du CA2012 et des montants effectifs des subventions versées sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2015.

**Pour la régularisation sur les cotisations CHARTE ET AUTRES ACTIONS 2012**, qui n'ont pas été appelées en 2012, le montant réel des cotisations suite au versement des subventions des partenaires et au CA2012 devait être calculé sur le 1<sup>er</sup> semestre 2015.

Du fait des décalages temporels importants dans la gestion des subventions, aucune régularisation n'a eu lieu en 2012.

Lors de la réunion du bureau du comité syndical du 5 décembre 2015, les élus ont discuté sur un projet d'évolution du cadre de gestion des trop-perçus.

Partant notamment des constats suivants :

- les délais de versement des soldes de subventions sont relativement longs, et ne permettent de restituer les éventuels trop-perçus aux membres dans des délais satisfaisants (délais supérieurs à 2 ans).
- certaines actions ont fait l'objet de prorogations auprès des partenaires financiers, ce qui a permis de valoriser les cotisations antérieures, sans procéder à un nouvel appel à cotisations pour une même action (étude SAGE, travaux sur les milieux naturels, ...).
- la gestion des trop-perçus demande un temps administratif important
- les budgets des structures membres sont impactés par les baisses des dotations.

Les membres du bureau souhaitent proposer aux membres du comité syndical de l'EPAB que les trop-perçus des cotisations annuelles ne soient pas versés, mais valorisés directement par report, en déduction de la cotisation annuelle suivante.

Pour cela, un décompte annuel pour chaque membre sera établi par l'EPAB, récapitulant la cotisation versée en prévisionnel, le montant de la cotisation utilisée dans l'année, l'éventuel trop-perçu et son maintien pour les actions futures, avec l'historique d'année en année.

Cette gestion permettra également de « lisser » les montants des appels à cotisations.

**Un projet de délibération est donc soumis au comité syndical dans ce sens :**

**DB N°24\_2015 : Ajustement du cadre d'application des clés de répartition de financement des membres de l'EPAB et de la gestion des trop-perçus**

Cette délibération propose également un ajustement de la rédaction des clés de répartition, pour cibler les actions, et donc les cotisations, sur l'ensemble du périmètre SAGE, pour tout type de membre (EPCI ou commune).



**Le bureau s'est également interrogé sur la réflexion à mener en 2016 sur la simplification et l'adaptation des clés de répartition, actuellement établies selon la nature des actions réalisées et leur localisation géographique. Un travail sera donc mené en 2016 sur le sujet.**

#### *3.3.5.4- Point sur l'adhésion / participations financières des structures non membres de l'EPAB*

##### **▣ SITUATION VIS-A-VIS DE QUIMPER COMMUNAUTE ET DES 3 COMMUNES CONCERNEES (GUENGAT, LOCRONAN ET PLOGONNEC)**

Quimper communauté adhère à l'EPAB en tant que producteur- préleveur d'eau potable, représentant Locronan, dont la compétence a été transférée au 1<sup>er</sup> janvier 2012. Il cotise uniquement pour les actions SAGE.

De ce fait, pour le financement des actions hors SAGE, dont la charte de territoire, ce sont les communes qui sont sollicitées. De nombreuses rencontres ont eu lieu depuis 2013 pour avancer sur ce sujet. La dernière rencontre avec les nouveaux élus des communes et l'EPAB date du 21 novembre 2014 :

- ↳ Pas de positionnement des élus des communes pour participer financièrement aux actions (car pas donneurs d'ordre)
- ↳ Renvoi à la compétence eau de Quimper communauté (prise en main de la question par le Maire de Locronan, pour porter le dossier auprès du Président de Quimper Co).

**➔ Face à cette situation, le comité syndical, avait validé la non-intervention des agents de l'EPAB sur le territoire de Quimper communauté, pour les actions spécifiques menées dans le cadre de la charte de territoire, dont le programme Breizh bocage, le volet phytosanitaires et le volet milieux aquatiques cours d'eau.**

**➔ Depuis, en 2015, il n'y a eu aucun retour de la part du Maire de Locronan.**

**➔ L'EPAB a transmis aux communes concernées les demandes d'intervention émanant d'agriculteurs situés sur leur territoire, pour prendre en charge le solde financier de l'opération :**

- Accord de Plogonnec pour 2 analyses RSH, mais refus pour les travaux Breizh bocage
- Pas de réponse de Guengat concernant des travaux Breizh bocage (17/04/2015)

##### **▣ SITUATION VIS-A-VIS DE GOURLIZON**

La commune de Gourlizon est située sur le périmètre d'intervention de l'EPAB, ne couvrant toutefois que 0.60 % de celui-ci. Pour le périmètre de la charte de territoire, 29 % de la commune est concernée (283 ha), pour 1% du périmètre de la charte.

En 2014, la communauté de communes du haut pays bigouden s'est dotée de la compétence « eau » dans ses composantes qualitatives et distributives.

De ce fait, une rencontre avec le Président de la CCHPB et le vice-président à l'environnement s'est tenue le 5 janvier 2015 pour présenter les actions de l'EPAB et proposer une adhésion. Suite à cette rencontre, une simulation financière de la cotisation a été transmise le 8 janvier 2015.

Un courrier de relance a été transmis le 29 janvier 2015 par le Président de l'EPAB, ainsi qu'un courrier de sollicitation par rapport à un agriculteur qui souhaitait bénéficier d'une analyse RSH.

**➔ Depuis, aucun retour n'a eu lieu.**



## ▣ SITUATION VIS-A-VIS DES COMMUNES DU CAP SIZUN

Clédén Cap Sizun et Goulien sont situés sur le périmètre du SAGE, sans être membre de l'EPAB. Les services de l'EPAB n'ont pas eu l'occasion de les contacter en 2015. Ce travail sera à porter avec les élus en 2016.

## 4- PERSPECTIVES FINANCIERES ET ECONOMIQUES GENERALES POUR 2016

### 4.1- La situation au niveau des partenaires financiers

#### 4.1.1- L'agence de l'eau Loire-Bretagne

Etablissement public du ministère de l'écologie, l'agence de l'eau a pour mission d'apporter aux élus et aux usagers de l'eau, en collaboration avec les services de l'Etat, une vue d'ensemble des problèmes liés à la gestion de l'eau et les moyens financiers qui leur permettent d'entreprendre une politique cohérente pour :

- lutter contre les pollutions,
- gérer la ressource en eau,
- préserver les milieux aquatiques.

Ses objectifs prioritaires découlent du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, le Sdage. Ses modalités d'action sont définies par le comité de bassin Loire-Bretagne dans le cadre du programme d'intervention, aujourd'hui le 10<sup>e</sup> programme pour les années 2013 à 2018.

De 2013 à 2018, le 10<sup>e</sup> programme de l'agence de l'eau Loire-Bretagne va mobiliser 2,45 milliards d'euros pour soutenir les investissements et les programmes d'action nécessaires à la reconquête et la préservation de la qualité des eaux et des milieux aquatiques du bassin Loire-Bretagne.

Le dispositif d'aides financières sera plus incitatif sur les deux enjeux prioritaires pour l'eau en Loire-Bretagne : la lutte contre les pollutions diffuses et la restauration des milieux aquatiques.

Le contrat territorial est le principal outil d'intervention de l'agence. C'est lui qui permet la cohérence des actions sur un territoire donné et la sélection des opérations les plus efficaces.

Les aides pour l'animation des schémas d'aménagement et de gestion locale des eaux (Sage) sont renforcées. Elles devront contribuer à une plus grande compatibilité des Sage avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, le Sdage, et à mieux articuler Sage et contrats territoriaux.

**Les modalités de financement du contrat territorial pour la baie de Douarnenez découleront de ce 10<sup>ème</sup> programme.**

Pour mémoire, l'engagement financier de l'AELB établi dans l'article 7 du contrat territorial est le suivant :

*« Attribuer des aides financières en application de ses règles générales d'attribution et de versement des subventions et des modalités d'intervention en vigueur lors de l'instruction des demandes d'aide. Les engagements restent subordonnés à l'existence des moyens budgétaires nécessaires, mais bénéficient d'une priorité. L'engagement de l'agence ne vaut que si l'échéancier prévu est respecté. »*

#### 4.1.2- La Région Bretagne

L'engagement financier de la Région établi dans l'article 7 du contrat territorial est le suivant :  
*« Intervenir selon les modalités financières de ses programmes votées annuellement. Sa participation reste subordonnée à l'ouverture des moyens financiers suffisants, correspondants aux budgets votés. »*

**Pour 2016, la Région Bretagne a revu le montant de l'enveloppe financière accordée à l'EPAB de 145 000 euros à 90 000 euros. Cette enveloppe doit englober les subventions attribuées à la chambre d'agriculture et aux prescripteurs pour les missions réalisées dans la convention-cadre.**

#### 4.1.3- Le conseil départemental du Finistère

L'engagement financier du conseil départemental du Finistère établi dans l'article 7 du contrat territorial est le suivant :  
*« Intervenir selon les modalités financières de ses programmes votés annuellement. Sa participation reste subordonnée à l'ouverture des moyens financiers suffisants, correspondants aux budgets votés ».*

**Pour 2016, les modalités financières du département évoluent sur certaines lignes : arrêt des aides sur la communication, ...**

#### 4.1.4- L'Etat

L'engagement financier de l'Etat dans le cadre de la charte de territoire se fait sur des crédits issus du programme 162 d'interventions territoriales de l'Etat.

**Pour 2016, le Préfet de Région avait annoncé lors du COPIL du 24 septembre 2015 que les crédits non consommés étaient disponibles. Depuis, l'Etat n'a pas signifié de nouveaux éléments.**

Pour tous, les modalités pratiques imposent que chacune des actions du contrat fasse l'objet d'une **décision annuelle** de participation financière des partenaires financiers. La demande doit être déposée avant tout engagement juridique tel que, par exemple, la signature d'un marché ou d'un bon de commande, ou le début d'exécution de l'opération.



## 4.2- La situation au niveau des structures membres de l'EPAB

Les contraintes qui pèsent sur les finances locales sont liées au contexte macro économique, elles se traduisent aussi par des dispositions législatives, à travers la loi de programmation des finances publiques (LPFP) 2014-2019 et le projet de loi de finances (PLF) pour 2016.

### Extrait p. 20-21 – PLF 2016 - Projet de loi de finances – EXPOSÉ GÉNÉRAL DES MOTIFS

« Depuis 2015, les administrations publiques locales sont pleinement associées à l'effort de redressement des comptes publics de façon proportionnée à leur poids dans les équilibres des finances publiques. Ainsi, les concours financiers de l'État aux collectivités territoriales s'établiront à 50,1 Md€ en 2016, en baisse de 3,5 Md€ par rapport à 2015, conformément à leur réduction de 10,7 Md€ sur la période 2015-2017, engagée dans le cadre du plan de 50 Md€ d'économies inscrit dans la loi de programmation des finances publiques pour 2015-2019.

Cette diminution des concours financiers de l'État représente 1,6 % de leurs recettes totales et 1,9 % de leurs recettes réelles de fonctionnement. Celles-ci sont constituées pour 62 % par des ressources fiscales, qui demeurent dynamiques. De ce fait, les ressources des collectivités locales continueront à progresser en 2016, comme lors des années précédentes. »

« Comme en 2015, la répartition de la diminution des concours financiers entre les collectivités est adaptée aux spécificités et aux contraintes de chacune d'entre elles. Entre catégories de collectivités, la répartition de la contribution au redressement des finances publiques, intégrée à la DGF, s'effectue proportionnellement aux recettes totales des collectivités, soit 2 071 M€ pour le bloc communal (1 450 M€ pour les communes et 621 M€ pour leurs groupements), 1 148 M€ pour les départements et 451 M€ pour les régions. Au sein de chaque catégorie de collectivités, l'effort est réparti au prorata des recettes réelles de fonctionnement pour le bloc communal, par un mécanisme de péréquation pour les départements et au prorata des ressources totales pour les régions. »

Les collectivités territoriales sont confrontées sur à une baisse des concours de l'Etat de 11 milliards d'euros entre 2015 et 2017.

Pour les EPCI et communes membres de l'EPAB, l'évolution des dotations de l'Etat pourrait donc affecter les équilibres budgétaires et les niveaux d'implication financière au sein de l'EPAB.



## 5- ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE L'EPAB POUR 2016

L'ensemble des orientations budgétaires proposées est toujours en discussion avec les partenaires financiers. La Préfecture de Région n'a pas transmis d'éléments de réponse sur ce prévisionnel, suite au COPIL régional du 19 novembre et du COTECH du 26 novembre 2015, pour la partie charte de territoire. L'AELB et le département ont fait part de leurs intentions pour la majorité des actions. Le positionnement de la Région et de l'Etat est non connu.

Ces propositions sont issues des discussions en bureau syndical réuni les 9 octobre et 4 décembre 2015, ainsi que d'une réunion avec les partenaires financiers du 20 octobre 2015.

### 5.1- Le SAGE de la baie de Douarnenez

#### ETUDES

##### Rédaction des documents du SAGE

La commission locale de l'eau a pour objectif de rédiger et de valider les documents du SAGE d'ici l'été 2016, pour lancer ensuite leur consultation et un passage en comité de bassin en décembre 2016 au plus tard.

Ce travail sera mené avec l'intervention d'un bureau d'études. Une consultation publique est donc à lancer pour retenir un prestataire dès janvier 2016.

##### Elaboration de la stratégie et du plan de communication

Il sera réalisé l'étude pour définir une stratégie de communication, afin de valoriser les travaux de la CLE et de l'EPAB. Pour rappel, il s'agit d'un préalable attendu des financeurs, pour financer ensuite les actions de communication.

##### Accompagnement et expertise juridique GEMAPI

La loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014, appuyée par la loi NOTRe du 7 août 2015 précise la mise en place de la compétence obligatoire pour les EPCI à fiscalité propre, nommée « GEMAPI », Gestion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations. Cette compétence intègre 4 alinéas du code de l'environnement :

- ✓ l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique
- ✓ l'entretien et l'aménagement de cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau
- ✓ la défense contre les inondations et contre la mer (gestion des ouvrages hydrauliques)
- ✓ la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

Cette GEMAPI est une compétence exclusive et obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

L'EPAB, labellisé EPTB, assure déjà une partie des compétences citées. Elle exerce également sur un périmètre cohérent au niveau hydrographique. Toutes les collectivités du territoire n'étant pas membres de l'EPAB, il est nécessaire de disposer d'une expertise juridique de la situation actuelle et d'accompagner les collectivités dans leur réflexion pour cette prise de compétence, transférable à un EPTB. Au regard des délais connus actuellement, il est souhaitable de lancer cette réflexion dès 2016 et de la construire avec les acteurs du territoire.



### Extension du réseau de suivi de la qualité de l'eau

Cette extension se fera sur les cours d'eau de la Presqu'île de Crozon et du Cap Sizun, non suivis actuellement. Pour les communes de Goulien et de Clédén Cap Sizun, ces suivis auront lieu sous réserve de la participation financières des communes non membres ou de leur EPCI.

### Récapitulatif des principales actions envisagées pour le SAGE en 2016 :

NATURE	DETAIL	2016	Observations	BP2015
<b>Animation générale</b>	- Poste de la coordinatrice du SAGE (1 ETP) - Poste de responsable secrétariat/comptabilité/ressources humaines (0.35 ETP) - Frais de fonctionnement et de structure - Indemnités des élus	103 050,00 €		106 000,00 €
<b>Etudes</b>	Rédaction des documents du SAGE (nouveau marché)	90 000,00 €		76 500,00 €
	Expertise – accompagnement juridique GEMAPI	50 000,00 €	NOUVEAU	0
	Evaluation contrat territorial 2012-2015	0,00 €	Gestion régionale	0
<b>Communication</b>	Elaboration d'une stratégie et d'un plan de communication (stratégie, objectifs cibles et moyens à développer) avec une agence de communication Documents de communication	20 000 € + 5 000 €	Report 2014-2015	20 000 €
<b>Suivi qualité de l'eau</b>	Etat des lieux des cours d'eau non connus	14 430,00 €	NOUVEAU	0
<b>TOTAL</b>		<b>287 480,00 €</b>		<b>202 500.00 €</b>

Tableau 22 : programmation prévisionnelle SAGE 2016

### *Programmation prévisionnelle SAGE 2016 :*

*Solde à charge : 20%, soit 57 496 euros*

## 5.2- La charte de territoire

La charte est décomposée en 4 volets d'actions (agricole, milieux naturels, espaces publics et privés non agricoles, transversal).

Les principales actions envisagées pour la charte de territoire en 2016 sont :

## ☐ Volet agricole :

NATURE	DETAIL	Prévi 2016	Observations	BP 2015
<b>Animation agricole</b>	1 ETP du poste coordinateur pôle prévention et frais de fonctionnement	50 000	Evolution de 0.60 à 1 ETP	29 900
<b>Communication agricole</b>	fiches techniques	4 200	Envoi prescripteurs agris, financeurs	6 000
	bulletins agricoles			
<b>Actions collectives agricoles</b>	Animations : promotion de l'agriculture bio + allongement des rotations + MAEC	23 560		26 000
	RAL 2 et 3	0	Ligne en volet milieux naturels	21 200
<b>Evolution de systèmes / valorisation économique</b>	Mise en œuvre des actions identifiées dans les conclusions de l'étude	11 000	<b>Attente accord des partenaires, (CD29 OK)</b>	10 700
	Recrutement 0.3 ETP pour animer cette action + frais de fonctionnement	15 000		18 333
<b>Foncier</b>	Animation en régie (0.50 ETP)	25 000	<b>Attente accord des partenaires (0.20 ETP pour CD29)</b>	3 910
	Veille foncière SAFER- EPAB	15 000		5 000
	Création réserve foncière (20 ha), par portage foncier SAFER-région	0		20 000
	Etude stratégie	0		39 500
<b>TOTAL</b>		<b>143 760</b>		<b>185 543</b>

Tableau 23 : programmation prévisionnelle VOLET AGRICOLE - CHARTE 2016

***Programmation prévisionnelle VOLET AGRICOLE CHARTE 2016 : 143 760 euros, solde à charge fonction des décisions des partenaires***

**➔ *Modulation des coûts en fonction des actions qui seront retenues pour le BP2016.***



## ☐ Volet milieux naturels

NATURE	DETAIL	Prévi 2016	Observations	BP2015
Volet milieux aquatiques zones humides	<b>ANIMATION</b>			
	Animation : 1 ETP du poste coordinateur pôle milieux naturels avec des frais de fonctionnement	63 000	-	62 000
	Communication (docs de communication ciblés ZH (agris) : 2/an)	1 500	-	1 500
	Animation : 50% d'un ETP sur 1 semestre (partage 50% VMACE) avec des frais de fonctionnement	21 500		20 500
	<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>86 000</b>		<b>84 000</b>
	<b>TRAVAUX</b>			
	Travaux réhabilitation des zones humides non fonctionnelles et frais de marché ○ <b>Prévision 2016 : 20 ha</b>	90 000	<b>REPORT 2013-2014</b> décisions financeurs conservées ou prorogées	251 000
	Achats petits équipements	0		4 400
	Frais de suivi des sites restaurés (RAL3)	5 000		13 200
	Accompagnement pour la valorisation agricole des zones humides (groupe technique)	5 000	<b>NOUVEAU</b>	0
	<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>100 000</b>		<b>268 600</b>
	<b>ACQUISITION DE ZONES HUMIDES</b>	56 000	(20 000 euros en 2015, sur volet foncier)	0
	<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>56 000</b>		<b>0</b>
Volet milieux aquatiques cours d'eau (charte)	Travaux restauration de la ripisylves : ○ <b>Prévision 2016 : 2 kms</b>	25 000	<b>REPORT 2013-2014</b> Maintien des décisions financeurs	25 000
	<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>25 000</b>		<b>25 000</b>

<b>Programme Breizh bocage n°2</b>	<b>ANIMATION</b>			
	Animation : 1 ETP du poste de technicien bocage, avec frais de fonctionnement	44 130		-
	<b>ENTRETIEN DES LINEAIRES</b>			
	Entretien	77 604		
	<b>SOLDE TRAVAUX 2015/2016 : 6 kms</b>			
	Création des talus, plantations	50 000	Marché en cours	
	<b>TRAVAUX 2016/2015</b>			
	Base de 13 kms, réalisation à partir de l'automne 2016	130 000 * 0.30 = 39 000	Marché à lancer en 2016 (30 % de réalisation en 2016)	
	<b>SOUS-TOTAL BREIZH BOCAGE</b>	<b>210 734</b>		<b>173 236,47</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>477 734</b>		<b>550 836,47</b>

Tableau 24 : programmation prévisionnelle VOLET MILIEUX NATURELS - CHARTE 2016

**Programmation prévisionnelle VOLET MILIEUX NATURELS CHARTE 2015 : 477 734 €, dont 115 000 € de report 2013-14 en travaux ZH + CE**

▣ **Volet espaces publics et privés non agricoles :**

Ce volet est intégré en temps d'animation dans le volet transversal. (4200 euros en BP2015)

Concernant l'assainissement (collectif et individuel), les actions sont à la charge des communes et/ou EPCI compétentes, ainsi que des particuliers sur l'assainissement non collectif, pour leur réhabilitation.

▣ **Volet transversal :**

NATURE	DETAIL	Prévi 2016	Observations	BP2015
<b>Suivi de la qualité de l'eau</b>	<b>Animation</b>			
	0.40 ETP du poste technicien eau + frais de fonctionnement	18 000	Passage de 0.7 à 0.40 ETP	33 000
	<b>Analyses</b>			
	Frais analyses eaux de surface et souterraines + fonctionnement stations de jaugeage	6 400		8 500
	<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>24 400</b>		<b>41 500</b>
<b>Communication</b>	Documents de communication	0	Intégration en SAGE	5 000
<b>Animation générale charte</b>	0.30 ETP poste	45 050	Augmentation ETP secrétariat-compta	35 000
	0.65 ETP poste secrétariat/compta			
	Frais de fonctionnement			
	<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>45 050</b>		<b>35 000</b>
<b>TOTAL</b>		<b>69 450</b>		<b>81 500</b>

Tableau 25 : programmation prévisionnelle VOLET TRANSVERSAL – CHARTE 2016



**Programmation prévisionnelle volet transversal CHARTE 2016 : 69 450 €**  
 solde à charge prévisionnel : 20 %, soit 13 890 euros

### 5.3- Les actions particulières liées à l'eau : volet phytosanitaires, volet milieux aquatiques cours d'eau et zones humides (hors charte)

NATURE	DETAIL	Prévi 2016	Observations	BP2015
<b>Volet phytosanitaires non agricoles</b>	Animation du réseau d'échanges et expertise annuelle	0	Déplacé en charte de territoire	1700
	animation de la charte « jardiner au naturel »	5 850	7 magasins, animation régie	7 400
	suivi de la qualité de l'eau sur les phytosanitaires : - 0.05 ETP technicien eau - coûts analyses d'eau par laboratoire agréé	9 250	Réduction des ETP et du nbre de cours d'eau suivis par an (6 à 3)	26 793,13
	<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>15 100</b>		<b>35 893.13</b>
<b>Volet phytosanitaires agricoles</b>	Animation	0	Pas d'accord des partenaires (attente Région)	0
	Formation	0		500
	<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>00</b>		<b>500</b>
<b>Volet milieux aquatiques zones humides</b>	Suivi trophique du marais de Kervigen	5 500		4 700
	Etude prospective marais de Kervigen	0		2 000
	<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>5 500</b>		<b>6 700</b>
<b>Volet milieux aquatiques cours d'eau</b>	Animation : 50% d'un ETP (partage 50% VMAZH charte) avec des frais de fonctionnement	21 500		20 500
	<b>DIG continuité + travaux</b>	44 000		15 000
	<b>Diagnostic du Kerloc'h</b>	20 000	<b>NOUVEAU</b>	0
	<b>Travaux bactériologie (pose abreuvoirs)</b>	18 000		17 450
	<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>103 500</b>		<b>78 500</b>
<b>TOTAL</b>		<b>124 100</b>		<b>121 593.13</b>

Tableau 26 : programmation prévisionnelle ACTIONS PARTICULIERES 2016

**Programmation prévisionnelle ACTIONS PARTICULIERES LIEES A L'EAU 2015 : 124 100 €,**  
 solde à charge de 20 % sur les milieux aquatiques et 41 % sur le volet phytosanitaires (sous réserve accord Région)

## 5.4- Prévisionnel des dépenses de la programmation 2016

### 5.4.1- Le prévisionnel des dépenses par programme d'actions pour 2016

	Total € TTC 2016	PM : total BP 2015	PM : total BP 2014	PM : total BP 2013
<b>SAGE</b>	<b>287 480</b>	<b>321 380*</b>	<b>275 164*</b>	<b>273 641</b>
<b>CHARTRE DE TERRITOIRE</b>	<b>575 944</b>	<b>820 305</b>	<b>936 726</b>	<b>718 923</b>
<b>1- Volet agricole</b>	143 760	184 245	177 397	169 420
<b>2- Volet milieux naturels</b>	267 000	512 636	643 970	412 713
<b>2bis- Breizh bocage</b>	210 734			
<b>3- Volet espaces publics et privés</b>	0	4 200	25 000	25 000
<b>4- Volet transversal</b>	69 450	119 224	90 359	111 790
<b>ACTIONS PARTICULIERES LIEES A L'EAU</b>	<b>124 100</b>	<b>130 843</b>	<b>173 102</b>	<b>87 111</b>
<b>1- Le volet phytosanitaire</b>	15 100	36 393	94 602	85 609
<b>2- Le VMA cours d'eau</b>	103 500	87 750	78 500	0
<b>3- Le VMA zones humides</b>	5 500	6 700	0	1502
<b>TOTAL</b>	<b>987 824</b>	<b>1 272 528</b>	<b>1 384 992</b>	<b>1 079 675</b>

\* Montant incluant le report du déficit

Tableau 27 : prévisionnel de la programmation 2016, tous programmes confondus

### 5.4.2- L'impact de ce prévisionnel sur le prochain budget primitif 2016

Dans un contexte national de réduction des dépenses publiques, l'EPAB s'attachera à optimiser ses dépenses de fonctionnement. D'un point de vue comptable, on peut viser :

- une stabilité des charges à caractère général, du fait de la finalisation de certaines études en 2015 et du lancement des actions opérationnelles issues de ces études.
- des dépenses de personnel qui pourraient augmenter en fonction des projets de recrutement pour certaines actions (foncier et valorisation économique), sous réserve de la validation des participations financières des partenaires.
- une stabilité des charges financières avec l'utilisation raisonnée de la ligne de trésorerie.